

Nouailhat, Yves-Henri – *France et États-Unis : Août 1914 – Avril 1917*. Paris, Publications de la Sorbonne, Coll. « Série Internationale » - 10, 1979, 492 p.

Samir Saul

Volume 13, Number 3, 1982

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701396ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701396ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Saul, S. (1982). Review of [Nouailhat, Yves-Henri – *France et États-Unis : Août 1914 – Avril 1917*. Paris, Publications de la Sorbonne, Coll. « Série Internationale » - 10, 1979, 492 p.] *Études internationales*, 13(3), 571–573.
<https://doi.org/10.7202/701396ar>

moins cristallisées en options politiques définitives. Austro-philés, germano-philés, ou russo-philés pendant la guerre, les nationalistes ukrainiens ont reconnu leurs faiblesses lorsqu'ils se sont vus obligés d'œuvrer pour leur cause dans un encadrement polonais, tchèque ou soviétique après la guerre. Tous, ou presque, se sont posés la question fondamentale sur les causes de leur échec pendant la révolution bolchévique. Tous, ou presque, ont cherché à trouver une solution pour aider leur pays à gagner son indépendance nationale. Tous, ou presque, emportés par leur enthousiasme ou par leur inexpérience, ont fait une mauvaise évaluation des forces de cohésion de leur peuple et de sa volonté politique de faire les sacrifices nécessaires pour arriver à un but qui n'était pas évident à tout le monde. En Ukraine même, les nationalistes se sont laissés marginaliser par les Bolchéviques qui ont tenu le haut du pavé tandis qu'à l'extérieur, en exil, ils se sont laissés discréditer par leur association à l'antisémitisme. Enfin, la participation des étudiants au mouvement nationaliste ukrainien en dehors de l'Ukraine ajoute une note pathétique à un mouvement déraciné et sans grand espoir de succès tant et aussi longtemps que la Russie constitue une grande puissance, et ce indépendamment de son régime politique. C'est peut-être la conclusion principale qu'un étudiant des relations internationales peut tirer de cette bonne monographie.

B. SPIRIDONAKIS

*Département d'histoire
Université de Sherbrooke*

NOUAILHAT, Yves-Henri – *France et États-Unis : Août 1914 – Avril 1917*. Paris, Publications de la Sorbonne, Coll. « Série Internationale » – 10, 1979, 492 p.

D'emblée disons que les rapports franco-américains durant la Première Guerre mondiale nous sont maintenant connus. L'étude d'André Kaspi sur la période 1917-1918 s'accompagne désormais de celle d'Yves-Henri Nouailhat sur les années 1914-1917. Ce dernier a tiré de sa thèse de doctorat d'État une

version allégée, certes, mais non moins exhaustive. Le lecteur s'en apercevra dès l'abord en se reportant aux sources que l'auteur a consultées. Archives françaises et américaines, publiques et privées, diplomatiques, commerciales, financières, militaires et postales ont été dépouillées et mises à contribution. L'analyse acquiert de ce fait l'ampleur, l'épaisseur et l'exactitude que seul l'emploi systématique du document original peut lui conférer. L'abondance des sources est telle que l'inaccessibilité des archives de la maison Morgan ne semble pas constituer un handicap. Pour y suppléer, l'auteur tire le meilleur parti du rapport de la commission sénatoriale publié en 1936 sur l'industrie de munitions pendant la période de neutralité. L'ouvrage de Nouailhat est donc conforme à ce que l'on est en droit d'attendre d'un doctorat d'État. Il est de surcroît rehaussé par une organisation logique des sujets et un style clair, et exempt autant de jargon que de rhétorique.

L'étude est divisée en quatre parties dans lesquelles l'auteur s'attache à préciser, avec force détails, l'évolution des rapports franco-américains. La première partie fait l'état de la situation de 1898 à 1914. Cordiales, les relations diplomatiques sont néanmoins superficielles. Le vigoureux protectionnisme douanier pratiqué par les deux pays gêne les relations commerciales. Aux États-Unis, les investissements français sont modestes, puisqu'ils représentent moins de 2 milliards des 43 à 45 milliards de francs-or investis à l'étranger le 1^{er} juillet 1914 (p. 40). Les Américains n'ont placé en France que 12 millions de dollars en 1900 et 35 millions en 1914 des 3.514 millions exportés des États-Unis (p. 41). Quatorze firmes ont des usines en France en 1914, et 26 en Angleterre (pp. 41-42). En ce qui a trait aux opinions publiques, un rapprochement s'opère et les caricatures tendent à faire place à de plus justes perceptions.

La deuxième partie définit la période d'août 1914 à avril 1915 comme « le temps de l'improvisation et des illusions ». Dès le 4 août, les États-Unis proclament leur neutralité, et la France espère que celle-ci lui sera bienveillante. Le ministère de la Guerre passe ses premières commandes auprès de maisons amé-

ricaines vers le 12 août. Cependant le gouvernement français ne réussit pas à émettre en août un emprunt de 100 millions de dollars par l'intermédiaire de la Banque Morgan. Lansing, le conseiller du département d'État, fait valoir que les prêts consentis par les gouvernements neutres violeraient la neutralité mais que les ressortissants de ces pays pourraient prêter à des gouvernements en guerre. Le secrétaire d'État Bryan publie finalement une note le 15 août déclarant que des prêts consentis par des banques américaines à une nation belligérante étaient incompatibles avec la neutralité. En outre, le gouvernement désire éviter les sorties d'or en temps incertain.

Incapable de solder ses achats par les ventes qu'elle effectuait aux États-Unis, la France doit obtenir des prêts pour assurer ses paiements. En novembre, elle parvient à placer auprès de la National City Bank 10 millions de dollars en bons du Trésor à 6%. Le gouvernement américain donne son approbation. Discrètement, il établit une distinction entre les émissions de titres sur le marché et les crédits bancaires destinés à régler les achats légitimes (p. 105). En réalité, dit l'auteur, l'assouplissement de la politique américaine semble résulter beaucoup plus du souci de favoriser un redémarrage de l'économie américaine, en récession depuis 1913, que de sympathies pour l'Entente (p. 106).

C'est le début des fructueuses relations commerciales et financières avec les puissances de l'Entente. Soumises qu'elles étaient à la maîtrise des mers par les Britanniques, ces relations rendent marginaux les échanges avec les Empires centraux mais ne conduisent pas le gouvernement américain à se départir de son attitude de neutralité. Au cours du premier trimestre de 1915, les États-Unis font venir 65,81% de leurs importations de pays de l'Entente ou ayant rompu avec l'Allemagne, 25,42% des pays neutres et 8,77% des États centraux ou envahis. Les chiffres des exportations sont respectivement de 74,17%, 23,55% et 2,28% (p. 134). Dans ces conditions, House, le conseiller de Wilson, entreprend une mission de médiation auprès des belligérants en 1915, mais celle-ci achoppe sur l'espoir que tous nourrissent de victoire totale.

La troisième partie tient la période qui va de mai 1915 à avril 1916 pour une « ère de bons sentiments ». L'ambassadeur de France aux États-Unis soutient que la propagande tapageuse de l'Allemagne lui a aliéné des sympathies américaines et recommande la réserve et la dignité à son gouvernement. Déjà les souvenirs de la guerre d'Indépendance, et la crainte du militarisme allemand, du despotisme russe et de la rivalité commerciale britannique donnent à la France une place à part aux yeux des Américains. Les sentiments pro-alliés dominant sur la côte atlantique, alors que le Middle West est la seule région où le partage est à peu près égal. Il y règne un nationalisme qui se confond avec l'isolationnisme. Dans cette terre d'élection des progressistes, la guerre est perçue comme le fait des impérialistes britanniques, des banquiers internationaux et des capitalistes de l'Est (p. 209). Le consensus n'en demeure pas moins pour la non intervention, et les deux candidats à la présidence en 1916, Wilson et Hughes, courtisent l'électorat avec ce thème.

En octobre 1915 la maison Morgan se charge d'offrir au public les titres d'un grand emprunt franco-anglais de 500 millions de dollars. Devant le danger d'une diminution des achats alliés et d'une dépression économique, le gouvernement encore une fois déroge à son principe de neutralité. Ce florissant commerce amène l'Allemagne à intensifier la guerre sous-marine malgré les vives protestations américaines. Se refusant à laisser les événements lui forcer la main, Wilson conçoit le projet d'imposer sa médiation. En février 1916, House propose la convocation d'une conférence de paix et laisse espérer l'entrée en guerre des États-Unis si l'Allemagne se dérobe (p. 325). Étonné, le gouvernement français est aussi méfiant et n'entend pas confier le rôle d'arbitrage à une puissance si peu sympathique à ses objectifs. Tout au plus il souhaite le maintien d'une neutralité bienveillante, mais passive (p. 346) et ne répond pas au plan américain.

La quatrième partie est consacrée à la « période de difficultés » allant de mai 1916 à janvier 1917. Indisposé par l'intransigeance des belligérants, le gouvernement américain assiste en juin 1916 à l'élaboration d'une poli-

tique de préférence commerciale que les Alliés entendaient adopter après la victoire. Ce nationalisme ne pouvait que léser les intérêts des États-Unis devenus depuis 1915 la première nation commerçante du monde. Le 18 décembre 1916, Wilson invite donc les belligérants à exposer leurs buts de guerre. Le projet n'aboutit pas car les États européens récusent tout compromis, toute paix « blanche » « sans victoire », « entre égaux », tout dénouement les obligeant à renoncer aux réparations et aux indemnités qu'ils escomptent.

L'Allemagne annonce la levée des restrictions à la guerre sous-marine le 31 janvier 1917. Les marchandises s'entassent sur les quais et la congestion gagne les centres de production. Wilson fait déclarer l'état de guerre le 2 avril à la suite du télégramme Zimmermann et du torpillage de navires.

L'unique carence de cette minutieuse recherche réside en son abstention d'analyser les causes de l'entrée en guerre des États-Unis. L'auteur s'interdit – trop modestement – d'approfondir un sujet vers lequel tend toute son étude. Que les États-Unis entrent en guerre pour sauvegarder leur commerce et promouvoir certains principes, il est permis de le croire. Mais Wilson, à l'évidence, comprend les intérêts américains dans un sens plus large : libre-concurrence, liberté des mers, limitation des armements, droits des petites nations, « nouvelle diplomatie », sécurité collective, fin des blocs et de l'équilibre européens. Les gouvernements de l'Entente ne s'y trompent pas : les États-Unis brandissent des armes susceptibles de renvoyer dos à dos tous les belligérants. N'aspirent-ils pas à la réorganisation du monde en monnayant leur prépondérance économique ? Incapables d'imposer leur arbitrage en qualité de neutres, ne s'emploient-ils pas à le faire à titre de belligérants ? Ils ne souscrivent pas aux buts de guerre de l'Entente et ne sont pas des alliés mais des « associés ».

Cette question mise à part, l'ouvrage de Nouailhat est un remarquable effort d'érudition.

Samir SAUL

Département d'histoire
Université de Montréal

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

FRANK, Andre Gunder. *Reflexions on the World Economic Crisis*, New York-London, Monthly Review Press, 1981, 172 p.

Comme le titre de l'ouvrage l'indique, A.G. Frank, que les lecteurs francophones ont pu connaître il y a une dizaine d'années lors de la parution de « Le développement du sous-développement », présente ici des réflexions sur la crise économique. Est-il nécessaire de préciser qu'il s'agit de la crise économique que connaissent les pays industrialisés depuis le milieu des années 70. Ce livre s'adresse précisément à ceux qui douteraient de l'existence d'une véritable crise économique.

Les réflexions et les informations présentées dans ce volume sous la forme de huit chapitres proviennent d'autant de conférences faites par l'auteur à l'occasion de ses déplacements à travers le monde de 1972 à 1980. Un neuvième chapitre offre le contenu d'une entrevue accordée en collaboration avec Samir Amin à la revue italienne « Il Manifesto ».

L'idée dominante que l'on retrouve explicitée de différentes façons à travers l'ouvrage est celle qui veut que les économies capitalistes traversent une crise structurelle occasionnée par un processus d'accumulation caractérisé par le surinvestissement. Cette crise d'accumulation compromet l'évaluation des profits obligeant les entreprises à élever le prix de leurs produits en guise de compensation. Ce qui explique l'inflation contemporaine et par la suite la baisse des investissements qui résulte de la dégradation du climat de confiance.

On obtient ici une illustration de la convergence des extrêmes, car dès la fin des années 60, Milton Friedman prévoyait l'occurrence de la « stagflation » compte tenu de l'absence de volonté des dirigeants économiques de juguler une inflation qui, déjà, se faisait de plus en plus menaçante. Évidemment, c'est là que s'arrête la similitude car, on le devine bien, le diagnostic de l'état de santé